Éditorial

Dorothée Chaoui-Derieux et Emilie d'Orgeix

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/394>

DOI : 10.4000/insitu.394

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Dorothée Chaoui-Derieux et Emilie d'Orgeix, « Éditorial », *In Situ* [En ligne], 16 | 2011, mis en ligne le 28 juin 2011, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/394> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.394>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Éditorial

Dorothee Chaoui-Derieux et Emilie d'Orgeix

- 1 Depuis la fin des années 1980, période marquée en France par la création en 1987 de la MRAI [Mission pour la réalisation des actifs immobiliers¹] rattachée à la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives du Ministère de la Défense, les problématiques de désaffectation, de réhabilitation et de reconversion du patrimoine militaire suscitent un intérêt constant. La publication fondatrice intitulée « Quel avenir pour le patrimoine fortifié ? »² (Paris, Picard, 1995) a été suivie de plusieurs autres dont « Patrimoine reconverti : du militaire au civil » (Paris, Scala, 2007)³ et plus récemment encore, le numéro de la revue *Monumental* consacrée au « patrimoine de la Défense » (Paris, 2010)⁴.
- 2 En parallèle de ces initiatives présentant des cas d'étude de réhabilitations de sites aujourd'hui emblématiques en Europe, tels l'île fortifiée de Suomenlinna au large d'Helsinki (<http://whc.unesco.org/fr/list/583>) ou la citadelle de Belle-Île-en-Mer en France (**fig. n°1**), il nous a semblé pertinent de poursuivre la réflexion en nous concentrant sur le cas spécifique du patrimoine militaire urbain. L'échelle de la ville n'est ici pas fortuite. Elle permet, en effet, d'une part d'aborder en finesse le devenir d'un patrimoine englobé dans des tissus préexistants généralement fortement structurés, et révèle d'autre part tant les positionnements des différents acteurs du champ patrimonial que les dialogues qui s'instaurent entre espace urbain et patrimoine. En outre, les nouveaux étalements urbains qui englobent des ouvrages détachés, autrefois construits à l'extérieur des enceintes, enrichissent les discours sur l'intégration du patrimoine militaire dans des zones périurbaines.

Figure 1

Belle-Île-en-Mer, Citadelle du Palais.

© Ministère de la Culture - Médiathèque de l'architecture et du patrimoine.

- 3 L'objectif principal de ce numéro de la revue *In Situ* est de faire le point sur la connaissance et les pratiques acquises dans le domaine de l'aménagement et de la reconversion militaire urbaine. Il fait suite à deux formations menées en 2009, la première par l'Institut national du Patrimoine sur le thème du patrimoine militaire des XIX^e et XX^e siècles, la seconde par la Direction de l'architecture et du patrimoine du ministère de la Culture sur celui du « patrimoine militaire urbain ». L'appel à communications a suscité un grand nombre de contributions présentant des contextes géographiques, historiques et chronologiques des plus divers. Les différents outils de recherche, archives, cartes et plans, bibliographie, bases de données y sont mis en valeur tout autant que les pratiques de conservation et de valorisation. Le numéro met aussi en lumière les points de vue divers de l'archéologie, de l'histoire, de l'histoire de l'architecture et de l'histoire de l'urbanisme.
- 4 Il s'agit ici de s'interroger sur les principes d'identification, d'inventaire et d'étude de ce patrimoine antique, médiéval, moderne ou contemporain, conservé ou disparu, d'évaluer l'impact du fait militaire sur les sites d'implantation des villes et sur la structuration urbaine (emprise au sol, réoccupation d'anciens édifices ou emprises, création de nouveaux pôles d'urbanisation...) et, enfin, d'analyser les différents processus de patrimonialisation, de reconversion des sites et la perception qu'en ont aujourd'hui leurs usagers.
- 5 Les contributions proposées, organisées en différents chapitres, abordent les questions suivantes.

La diversité de la notion de patrimoine militaire urbain

- 6 Qu'elle soit géographique (exemples français et étrangers), typologique – enceintes urbaines, bâtiments militaires, citadelles, zones portuaires, bases sous-marine – (**fig. n°2**), chronologique (de l'Antiquité au XX^e siècle), ou juridique (certains exemples concernent des sites protégés, soit au titre des différentes protections françaises, monuments historiques, label « Patrimoine XX^e », label « Villes et Pays d'art et d'histoire », soit au titre de leur inscription sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco).

Figure 2

Plan de l'arsenal de Toulon en 1901 (Bibliothèque des Amis du vieux Toulon et de sa région). Phot. B. Cros.

La place du patrimoine militaire dans les opérations d'urbanisation

- 7 Deux cas d'étude révèlent de manières très diverses les succès et vicissitudes du patrimoine militaire urbain. Le premier concerne la reconversion de casernes (Melun, Angers, Grenoble) qui profite aujourd'hui de l'expérience de nombreuses opérations menées depuis la fin des années 1980 (centre universitaire Champollion à Albi, casernes Bridoux à Metz...). Cette vague de reconversions a été confortée en 2008 par la signature d'un protocole d'accord entre le Ministère de l'Éducation Nationale et le Ministère de la Défense statuant sur la reconversion de bâtiments militaires en logements étudiants dans quinze villes universitaires françaises. Le second traite des recherches et fouilles archéologiques d'enceintes urbaines, principalement antiques et médiévales (Paris, Strasbourg, Lille, Lyon) dont l'étude historique et la valorisation restent encore essentiellement dépendantes des hasards de la programmation urbaine et des missions d'archéologie préventive.

La mise en valeur du patrimoine militaire

- 8 La mise en valeur est aussi abordée à travers le prisme des différents acteurs patrimoniaux, que ce soit dans le cadre d'opérations de restauration ou de reconstruction menées par des municipalités (Ibiza, La Valette), ou dans le cadre d'opérations immobilières publiques ou privées (Saint-Étienne, Québec, Saint-Nazaire) ou encore de la politique patrimoniale du Ministère de la Défense. Pour ce dernier exemple, les ressources offertes par le protocole Culture-Défense signé en 1983 (renouvelé depuis en 1990 et septembre 2005), applicable aux édifices classés, sont précisément détaillées (Toulon).
- 9 Enfin deux articles présentés en brèves (numérisation 3D du plan-relief de Toul et inscription à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques d'une chapelle d'aumônier militaire et d'une valise de prêtre soldat en Ariège) ouvrent le champ des perspectives et témoignent, encore une fois, de l'intérêt sans cesse croissants pour le domaine militaire dans les politiques patrimoniales actuelles.
- 10 Le succès de l'appel à contributions souligne l'intérêt d'acteurs très divers œuvrant pour sauvegarder le patrimoine militaire, dont au premier chef, architectes et historiens de l'architecture, responsables de projets de réhabilitation et de reconversion patrimoniales. L'ensemble de ces contributions permet de mettre en valeur quelques lignes de réflexion qu'il semblerait aujourd'hui pertinent d'approfondir.
- 11 En premier lieu, il apparaît clairement que la notion de patrimoine militaire a connu une évolution considérable depuis la fin des années quatre-vingt. L'inscription en 2007 des sites du réseau Vauban (<http://www.sites-vauban.org/>) sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO qui compte aujourd'hui 73 sites militaires, a fourni en France l'une de ces marques de reconnaissance les plus visibles. La mise en valeur de ce patrimoine national iconique n'est cependant pas le seul marqueur de ses changements. La reconversion de plusieurs grands sites, dont certains comme la base sous-marine allemande de Saint-Nazaire souffraient d'un manque de reconnaissance identitaire, a illustré à la fois l'intérêt et le potentiel de régénération urbaine offerts par le patrimoine du XX^e siècle longtemps absent des grands programmes de réhabilitation des décennies antérieures. **(fig. n°3)**

Figure 3

Base de sous-marins de Lorient. Façade du block à 7 alvéoles. Phot. Claude Prelorenzo.

- 12 En second lieu, il est intéressant de noter que la réflexion sur la reconversion des sites militaires fait aujourd'hui partie intégrante de l'enseignement du projet architectural. La réalisation d'opérations majeures par de grands cabinets d'architectes, de la reconversion par Andrea Bruno du fort Vauban de Nîmes en site universitaire entre 1991 et 1995 à celle projetée pour la citadelle d'Amiens confiée à Renzo Piano (2011), a participé à l'intégration de la réflexion sur le patrimoine militaire dans les programmes d'enseignement en architecture et en histoire de l'architecture et de l'urbanisme. On peut noter à cet égard la création du « Pôle Architecture et fortifications » coordonné par Philippe Prost à l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Belleville ou le programme sur l'histoire de la réhabilitation du patrimoine militaire du master professionnel mené par l'université de Bordeaux 3. Alors que l'implantation de sites culturels sur les emprises militaires s'est longtemps imposée comme un des principaux vecteurs de renouveau urbain, la réaffectation de sites militaires en usines, en fermes expérimentales, en institutions scolaires, en hôpitaux et en logements revitalise très clairement tant les enjeux que les leçons possibles à tirer du projet militaire urbain. Le quota de 20 % de logements sociaux imposé par la loi SRU en 2003, qui a suscité la réhabilitation de casernes et édifices militaires en logements sociaux, participe pleinement de ces discours.
- 13 Ces avancées fragmentaires mais conjointes sur la connaissance et la valorisation du patrimoine militaire sont importantes dans la mesure où elles ont permis de multiplier les études historiques et de conforter la place du patrimoine militaire dans le cadre de la requalification urbaine. Elles ne masquent néanmoins pas les problèmes de gouvernance coordonnée d'un patrimoine marqué, d'une part, par le désengagement progressif de l'État depuis 1987 et, d'autre part, par un nouveau statut de « patrimoine partagé » entre de multiples partenaires aux ambitions souvent contradictoires. Cette

multiplicité d'acteurs, qu'ils soient associatifs, politiques ou financiers, souligne clairement l'urgence d'une réflexion qui permettrait d'adopter une charte directrice adaptée à la diversité du patrimoine militaire. C'est en ce sens qu'il nous semble urgent d'orienter aujourd'hui la réflexion afin que les initiatives menées convergent dans une direction commune qui prendrait en compte tant les valeurs patrimoniales que les enjeux immobiliers et d'aménagement territorial.

NOTES

1. - Voir le site : <http://www.defense.gouv.fr/sga/le-sga-en-action/immobilier/ventes/mission-pour-la-realisation-des-actifs-immobiliers-mrai>
 2. - **Quel avenir pour le patrimoine fortifié ?**, actes du colloque de Lille organisé par la Direction du patrimoine et le Conseil général du Nord, décembre 1992. Paris : Direction du patrimoine, 1995.
 3. - GODET, Olivier, FOUGEIROL, Benoît. **Patrimoine reconverti : du militaire au civil**. Paris : Scala, 2007.
 4. - Voir le site : <http://editions.monuments-nationaux.fr/fr/le-catalogue/bdd/collection/18/tri/1/livre/755>
-

AUTEURS

DOROTHÉE CHAQUI-DERIEUX

conservateur du patrimoine, département du pilotage de la recherche et la politique scientifique, direction générale des patrimoines, ministère de la Culture et de la Communication
dorothee.derieux@culture.gouv.fr

EMILIE D'ORGEIX

maître de conférences en histoire de l'art moderne, Université Michel de Montaigne / Bordeaux 3
emilie.dorgeix@u-bordeaux3.fr